

■ **Arrêté du maire n°SGA-AR-2024-027**
Arrêté de mise en sécurité – Procédure urgente - Immeuble
sis au 17 rue Maurice Berteaux sis CREIL - Référence
cadastrale AR 136.

Le Maire de Creil,

■ **Visas :**

- Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment les articles L 511-19 à L 511-22, L.521-1 à L.521-4 et les articles R.511-1 à R.511-13 ;
- Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.2131-1, L.2212-2, L.2212-4 et L.2215-1 ;
- Vu le rapport dressé par la commune de CREIL le 26 janvier 2024 concluant à l'urgence de la situation et à la nécessité d'appliquer la procédure prévue à l'article L. 511-19 du code de la construction et de l'habitation.

■ **Considérant :**

Qu'il ressort des éléments rapportés par la commune de CREIL que :

- La façade présente plusieurs lézardes, principalement localisées sur sa partie droite ; elle est déformée suivant les deux axes (verticaux et horizontaux) en plusieurs endroits et ce, sur toute la surface de façade avant. Le soubassement est fracturé, avec arrachement de morceaux de pierres. **Le risque de déversement d'une portion de façade ou de chute de pierres est avéré ;**
- La déformation de la façade induit un désaffleurement entre pierres, avec amorces de déchaussement de certaines de ces pierres constituant la façade ; les pierres formant chainage vertical en angle sont également déchaussées au niveau de l'angle droit en retour ;
- La déformation de la façade a généré la sortie de la descente d'eaux pluviales au niveau de ses colliers d'attache ; un morceau de corniche est détaché et en équilibre instable ;
- L'interface façade / seuil d'entrée est désolidarisé ;
- **Le désordre est évolutif, la façade étant atteinte dans sa solidité et présentant un défaut d'aplomb ; le risque de déversement d'une portion de façade ou de chute de pierres est avéré.**
- **Le risque d'effondrement de portions d'ouvrage est avéré ; l'ouvrage est dangereux ; des mesures conservatoires doivent être mises en œuvre immédiatement.**

Qu'il y a lieu d'ordonner les mesures indispensables pour faire cesser ces dangers dans un délai fixé.

■ **Arrête :**

Article 1 : Le syndicat des copropriétaires de l'immeuble en copropriété situé au 17 rue Maurice Berteaux à CREIL, référence cadastrale AR 136, représenté par les copropriétaires ci-dessous énoncés, est mis en demeure, dans un délai de 7 jours, de prendre toutes mesures pour garantir la sécurité publique, en procédant à :

- La coupure de l'alimentation en gaz et en eau de l'immeuble ;
- La purge ou remise en place des pierres instables (en particulier au niveau du bandeau gauche) ;
- La mise en œuvre d'un dispositif de confortement de la façade ; l'étroitesse de la rue conduira à essayer de proscrire la mise en place de fermes butonnées afin de limiter l'empiètement sur la chaussée et limiter le risque de condamnation de la rue ; il sera privilégié l'étude d'une solution consistant en la mise en œuvre de profilés métalliques verticaux et horizontaux repris par un système de tirants vers la façade arrière (il est probable que les tirants ou fers plats passent au travers des planchers afin d'assurer la reprise de la traction) ; la solution sera dimensionnée ou validée par un bureau d'études technique spécialisé et assuré pour ce type de travaux ; il est précisé que toute solution équivalente permettant d'assurer la stabilité de la façade avant pourra être acceptée.

- Mise en place de témoins de fissuration en plâtre au droit de la fissure en pied de façade, à droite de l'immeuble ; cette disposition permettra de vérifier le caractère éventuelle

Etat descriptif de division 4 février 1960, Vol 4357 n°49 :

Lots	Propriétaires
1	<ul style="list-style-type: none"> - MME BUCAMP ANDREE PIERRETTE DIT DURAND ANDREE - M DURAND PASCAL PHILIPPE MAURICE - MME DURAND MARIE-CLAUDE THERESE MARCELLE - MME DURAND VERONIQUE DANIELLE ANDREE - M DURAND PHILIPPE LOUIS - MME DURAND SANDRINE PIERRETTE
2	M FAROOQ UMAR DIT UMAR FAROOQ
3	M FAROOQ UMAR DIT UMAR FAROOQ
4	<ul style="list-style-type: none"> - MME BUCAMP ANDREE PIERRETTE DIT DURAND ANDREE - M DURAND PASCAL PHILIPPE MAURICE - MME DURAND MARIE-CLAUDE THERESE MARCELLE - MME DURAND VERONIQUE DANIELLE ANDREE - M DURAND PHILIPPE LOUIS - MME DURAND SANDRINE PIERRETTE
5	M FAROOQ UMAR DIT UMAR FAROOQ
6	M FAROOQ UMAR DIT UMAR FAROOQ

L'ensemble des travaux préconisés devra être mis en œuvre par des entreprises spécialisées et dûment assurées ; le dimensionnement du dispositif de confortement sera validé par un Bureau d'Etudes Spécialisé. »

Article 2 : Faute pour la personne mentionnée à l'article 1 d'avoir exécuté les mesures dans le délai précisé ci-dessus, il y sera procédé d'office par la commune, aux frais des copropriétaires ou de leurs ayants droit.

Article 3 : Compte tenu du danger, tous les locaux de l'immeuble sis 17 rue Maurice Berteaux demeurent interdits temporairement à l'habitation et à toute utilisation dès notification du présent arrêté.

L'accès sera réservé aux seuls experts et professionnels autorisés et chargés de réaliser les travaux de mise en sécurité.

Article 4 : Le non-respect des prescriptions du présent arrêté et des obligations qui en découlent sont passibles des sanctions pénales prévues aux articles L. 511-22 du code de la construction et de l'habitation.

Article 5 : Si les personnes mentionnées à l'article 1, ou leurs ayants droit, ont réalisé, à leurs initiatives, des travaux permettant de mettre fin à tout danger, elles sont tenues d'en informer les services de la commune qui fera procéder à un contrôle sur place.

La mainlevée de l'arrêté de mise en sécurité pourra être prononcée après constatation des travaux effectués par les agents compétents de la commune, si ces travaux ont mis fin durablement au danger.

Les personnes mentionnées à l'article 1 tiennent à disposition des services de la commune tous justificatifs attestant de la bonne et complète réalisation des travaux.

Article 6 : Le présent arrêté sera notifié aux personnes mentionnées à l'article 1, par lettre remise contre signature ou tout autre moyen conférant date certaine à la réception.

Le présent arrêté sera affiché sur la façade de l'immeuble ainsi qu'en mairie.

Article 7 : Le présent arrêté est transmis à Madame la Préfète du Département de l'Oise.

Le présent arrêté est transmis au président de l'ACSO, aux organismes payeurs des aides personnelles au logement ainsi qu'au gestionnaire du fonds de solidarité pour le logement du département.

Article 8 : Le présent arrêté est transmis aux organismes payeurs des aides personnelles au logement.

Article 9 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant le maire dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage. L'absence de réponse vaut décision implicite de rejet.

Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif d'Amiens sis 14 rue Lemerchier à AMIENS (80011 cedex 01) dans un délai de deux (2) mois à compter de la date à laquelle il est devenu exécutoire. Le tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application télérécourse citoyen accessible par le biais du site www.telerecours.fr.

Article 10 Monsieur le Commissaire Central, chef de la circonscription de sécurité publique de Creil, madame la Directrice des services techniques de la mairie de Creil, monsieur le Directeur de la tranquillité publique, madame la Cheffe de la Police municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

À Creil, le 26 janvier 2024

Jean-Claude VILLEMAIN



Date de notification : **02 FEV. 2024**

Date de transmission au représentant de l'Etat (pour les actes mentionnés à l'article L2131-2 du CGCT) : 02 FEV. 2024

Date de publication sous forme électronique sur le site de la Ville : **02 FEV. 2024**

Envoyé en préfecture le 02/02/2024

Reçu en préfecture le 02/02/2024

Publié le 02/02/2024



ID : 060-216001743-20240202-AR_2024_027-AR